

GRALE- GROUPE THEMATIQUE – FINANCES

« LES DEPENSES LOCALES »

Madame, Monsieur

Suite à la consultation des membres du groupe, une légère majorité s'est prononcée en faveur du 3 octobre.

En conséquence, je vous invite à nous retrouver le

Mercredi 3 octobre 2012

de 10h30 à 12h30

Au Centre MALHER – 9 rue Malher PARIS (M° St Paul)

Salle 409

Ordre du jour

- Etat d'avancement des travaux
- Positionnement par rapport aux projets de réforme en préparation
- Faisabilité et modalités d'un séminaire d'une journée en décembre ou janvier
- Recrutement de chercheurs sur les thèmes non couverts actuellement

Je remercie celles et ceux qui ne pourront assister à cette réunion de bien vouloir m'envoyer les informations, remarques et propositions sur les points précités. Merci aussi aux membres qui n'ont pas encore notifié de sujet de le faire.

La prise en charge du déplacement par le GRALE se fait selon les mêmes modalités que pour les précédentes réunions.

Avec mes très cordiales salutations

Robert HERTZOG

robert.hertzog@wanadoo.fr

0608773324

GRALE- GROUPE THEMATIQUE – FINANCES

« LES DEPENSES LOCALES »

ETAT D'AVANCEMENT AU 21/6/2012

Plusieurs fils rouges, à valeur doctrinale, destinés à mettre les études sur une ligne commune et une problématique partagée seront à l'esprit des auteurs.

1. L'idée du **pouvoir dépensier** sera présente avec des conjugaisons vers l'autonomie dans la dépense (et non seulement dans/par les ressources), les dépenses facultatives/discrétionnaires/obligatoires, des considérations de sociologie des pouvoirs, etc.
2. La tension durable sur les ressources des CT oblige à des **politiques plus sélectives** et à de **profondes révisions des dépenses** : objet, investissement à effet d'économies, recentrage sur les compétences obligatoires, etc. *Quid de la performance ? Enfin vraiment recherchée ? Sous quelle forme ?*
3. Quels effets systémiques sur la **répartition des pouvoirs et rôles (compétences)** entre organismes publics ? L'optimum dimensionnel et la subsidiarité deviennent-ils des préoccupations fortes des acteurs et avec quels effets ? Echec de la loi du 16/10/2012 !
4. Assiste-t-on à un **usage plus intense des instruments de gestion**, de planification pluriannuelle, d'évaluation des politiques ? Dans certaines collectivités ? Dans certains domaines davantage que dans d'autres ?

PROGRAMME DE RECHERCHE

Trois entrées. Chacune mérite une place, mais qui pourra être de taille variable.

Objectif entre 15 et 20 communications de 12 à 15 pages, soit un ouvrage d'environ 240 p.

I. LA DEPENSE LOCALE VUE PAR ACTEURS

On ne peut pas ne pas avoir une présentation des dépenses par catégorie de collectivités : volume, structure, missions, caractères.

Il faudrait une (des ?) étude(s) sur la dépense locale par les satellites et démembrements : importance, structure, caractères, évolution...

De préférence dans une perspective historique montrant combien la structure de la dépense locale a changé dans chaque catégorie de collectivités et de domaine depuis 20 ou 25 ans.

Un tableau sur les dépenses des collectivités territoriales en Europe ? Sources : Dexia, Conseil de l'Europe, Eurostat ?

II. LES DOMAINES DE DEPENSES (COMPETENCES)

A titre d'exemples :

- Enseignement – formation
- Social – solidarité
- Sécurité
- Voirie
- Culture, patrimoine, mais très difficile à bien déceler dans les documents budgétaires et comptables et à agréger.
- Déchets (quoique très morcelé)
- Action(s) économique(s) ; mais définition et périmètres
- Sport (tout est-il visible dans les budgets - entretien et fonctionnement des équipements, subventions- ?). Bon exemple pour montrer la difficulté de cerner et mesurer une dépense locale pourtant très typée et souvent assez importante en volume et sensibilité politique ou stratégie d'une équipe (socialisation des jeunes...)
- Transports, pour la part figurant dans les budgets locaux (exemple des régions ?) car l'essentiel est externalisé (SEML, délégations...)
- Etc.

Toutes sont susceptibles de faire l'objet d'une étude, qui sera parfois centrée sur une collectivité (le social dans les départements), parfois transversale à plusieurs (les dépenses de culture). Cette dernière approche plaît beaucoup. Il ne faut cependant pas en cacher la difficulté. Les auteurs qui souhaiteront faire une telle étude choisiront le domaine en fonction notamment de la plus ou moins grande facilité d'y obtenir des données pertinentes.

Dans la mesure du possible quelques indications comparatistes seront appréciées, chaque fois.

III. LES THEMATIQUES DE LA DEPENSE LOCALE

Elles pourront être traitées en tant que telles ou comme dominante d'une des entrées précédentes. C'est l'approche la plus doctrinale, tout en pouvant aussi être très pratique.

1. **Crise** et dépenses locales : soutenabilité, restructuration, effets mécaniques sur certaines dépenses, nouveaux arbitrages
2. **Autonomie** dans le pouvoir de dépenser. Dépenses obligatoires, facultatives, discrétionnaires; exigence d'originalité sur ce sujet, sinon faible valeur ajoutée.

3. **L'investissement** dans la dépense locale : évolution, nature et objet, programmation, privatisations évolutions sur l'ingénierie publique/privée.
4. La **maîtrise** des dépenses de **fonctionnement** ; principalement de la masse salariale.
5. Réflexions sur la **notion de compétence**, critères de répartition entre les collectivités, l'intérêt local, l'intérêt général ; *mais dans une dimension FINANCIERE...*
6. La nécessaire **politique pluriannuelle** des dépenses locales : instruments pratiques (mais pas d'art. sur AP-AE/CP)
7. La **performance** dans la dépense locale (standards, quelle pratique réelle de l'évaluation, du contrôle de gestion ; exemples étrangers ?)
8. La **décision** de dépense locale : étude de processus, arbitrages, rôle du VP ou adjoint finances, choix de certains domaines d'intervention dans des technologies où les capacités des CT de gérer le risque technologique sont très limitées : photovoltaïque, réseaux câblés, numérique haute définition.
9. **Etc.** (Si propositions)

CHOIX DE SUJETS ACTUELLEMENT CONNUS

Mme **BINET** (avec **A. GUENGANT**) : « *Exploitation de la base de données sur les budgets (Comptes) des départements depuis 1982* » ; sur un aspect de la transformation de la structure des dépenses des départements, qui a été considérable et a fait que l'institution a connu plusieurs vies financières sur la période.

Christophe **RUPRICH-ROBERT** - éventuellement avec M. Christophe **SINNASSAMY** – « *La performance dans la dépense locale* » (cf. *Thème 7*) Sur la définition d'un observatoire de la dépense locale (statut et rattachement, nature de ce qu'on observe, création de standards, travaux en cours par les praticiens du contrôle de gestion, risques et enjeux pour l'Etat...)

Loïc **MARTEN** : « *L'évolution des dépenses du secteur communal* » - Pourquoi il est resté relativement stable dans le total des finances locales, malgré l'absence de transferts formels de compétences de l'Etat.

Guy **SIAT** « *La dépense formation - enseignement dans LES budgets locaux* »

William **GILLES** : « *Dépenses locales et nouvelles technologies* » – A préciser

Antoinette **HASTINGS-MARCHADIER** : « *Crise et dépenses locales* » ; dépenses poussées à la hausse, celles où économies, quels arbitrages, investissement/ fonctionnement. Assez vaste pour donner éventuellement lieu à 2^o communication. A-t-on des données nationales exploitables ? Faut-il des études de cas ?

Sylvie **JOUBERT** « *La dépense d'investissement dans les budgets locaux* » (depuis ???)

Françoise **NAVARE** : « *Les dépenses des régions* » (Depuis ?)

Robin **DEGRON** : « *Application des principes de transparence financière et de performance de gestion à la maîtrise de la dépense publique locale* »

Marc **LEROY** : « *Sur la décision locale de la dépense : regards d'un sociologue* »

Robert **HERTZOG** : *Chapitre d'introduction*

Gilles **DESMOULIN**, Corinne **DELON-DESMOULIN** : *Mutualisations et recherche d'économies dans les dépenses ; analyses de cas, Rennes et Région*

M.C. **STECKEL** avait proposé un travail sur *Compétences ou intérêt communautaire* - Ce sujet, déjà beaucoup traité, n'a pas paru suffisamment orienté vers l'aspect financier des dépenses. A recadrer et reformuler